



La Commune



Une situation tendue

Une situation tendue | Bolivie, après un an de gouvernement d'Evo Morales

Le lundi 22 janvier 2006, il y a juste un an, Evo Morales accédait à la Présidence de la Bolivie avec 53,7 % des voix aux élections présidentielles. À l'occasion de cet anniversaire, il a fait un discours de quatre heures et demie au Parlement. Puis dans l'après-midi, avec son parti, le MAS, il a célébré cet événement sur l'historique place de San Francisco, au centre de La Paz, la capitale bolivienne. Mais, sous des dehors joyeux de la célébration, l'atmosphère n'était pas tout à la fête pour le gouvernement.

Pendant toute la matinée et jusqu'au début de l'après-midi, la Fédération des Comités de Quartier (FeJuVe) d'El Alto a bloqué les principales routes menant à la capitale, exigeant la destitution du gouverneur de La Paz, José Luis Paredes, accusé de corruption, membre du parti de droite Podemos, qui défend les "autonomies" exigées par les secteurs les plus puissants de la bourgeoisie de Santa Cruz.

Demi-mesures

Dans son discours au Parlement, Evo Morales a défendu ses mesures prises pour le gaz et le pétrole, qui, en réalité, ne sont pas une véritable nationalisation, mais une renégociation pour obtenir une plus grande part pour l'État dans ses contrats avec les multinationales. En même temps, il a menacé de nationaliser les entreprises privatisées qui ne réalisent pas les investissements promis et pour lesquelles on a la preuve de cas de corruptions.

Cette combinaison de mesures limitées, d'habiles discours et de promesses, a permis à Evo Morales de gagner et de conserver encore la confiance de la majorité de la population. Son mot d'ordre est "Evo tient ses promesses et la Bolivie change". Des problèmes et des revendications, il y en a beaucoup. Mais il est fréquent d'entendre : "Evo est bon mais il est mal entouré".

Révolte

Dans la ville de Cochabamba, la troisième du pays, à 400 km de la capitale, a éclaté, le 11 janvier, une révolte populaire et paysanne qui a fait fuir le gouverneur, ex-capitaine, Manfred Reyes Villa. Celui-ci, battu dans le plébiscite qu'il avait lui-même organisé pour soutenir les revendications autonomistes de la bourgeoisie séparatiste de Santa Cruz, qui exige "l'autonomie" afin de s'approprier des meilleures terres et des gisements de gaz et de pétrole, a été jusqu'à déclarer "l'indépendance" de Cochabamba ...

Des milliers de paysans et d'ouvriers ont alors manifesté en exigeant sa démission. Des groupes fascistes armés de "l'Union de la Jeunesse de Santa Cruz", intitulés "comités civiques", les ont attaqués à coup de batte de base-ball et de club de golf, causant un mort et cent cinquante blessés. La colère des masses a débordé les directions. Le 15 janvier, 30 000 manifestants ouvriers et paysans, principalement cultivateurs de coca et sympathisants du MAS, ont balayé les agresseurs et encerclé le siège du gouvernement de l'état en exigeant la démission de Reyes Villa, qui s'était enfui à Santa Cruz, laissant ainsi le pouvoir vacant.

Assemblée populaire

Le 16 janvier, les organisations paysannes ouvrières et étudiantes, contre les consignes des dirigeants locaux du MAS, ont tenu une Assemblée ouverte sur la place centrale, dans laquelle ont été votées la destitution de Reyes Villa et la désignation d'un "gouvernement révolutionnaire de l'état" dirigé par Tiburcio Hereda, désigné comme nouveau gouverneur avec quinze délégués représentant ces différentes organisations, obligeant le conseil régional à les reconnaître.

Face à cette situation, Evo Morales a agi rapidement pour canaliser la volonté des masses vers une issue "légitime". Le 17 janvier, il s'est réuni à Cochabamba, avec la direction du MAS et des secteurs proches, promettant une loi sur un référendum révocatoire pour destituer ceux qui n'obéissent pas aux consignes gouvernementales. Il a refusé de reconnaître le nouveau gouvernement et honteusement appelé à confirmer Reyes Villa dans ses fonctions de gouverneur. C'est maintenant au Sud de la Bolivie, à la frontière avec l'Argentine, que la révolte s'est déplacée. La ville pétrolière de Camiri, 30 000 habitants, en grève générale depuis le 29 janvier, a été investie le 3 février par l'armée et la police fédérale. On compte sept blessés parmi les grévistes qui occupaient une usine filiale de la Shell alimentant le Brésil en gaz naturel. Le comité de grève a organisé le blocage de toutes les routes permettant l'accès à la ville et exige la nationalisation sans indemnité de toutes les entreprises pétrolières.

La classe ouvrière, la paysannerie se sont mis en mouvement pour accomplir à leur façon "l'agenda d'octobre" : nationalisation des hydrocarbures, réforme agraire, restauration des droits sociaux et nationaux des indigènes opprimés.

Voir aussi dans la catégorie Bolivie



Troisième mandat pour Evo Morales

Le dimanche 12 octobre la Bolivie votait pour désigner son nouveau président. Les derniers sondages donnaient Evo Morales vainqueur avec 56% de voix dès le premier tour. Les Boliviens viennent de... >>

Un pays en ébullition

Plus de 200 000 manifestants, ouvriers et paysans ont, à l'appel du MAS, de la CSUTCB (Confédération paysanne), de la Fejuv (Associations des habitants) de El Alto, de la COB (Centrale Ouvrière... >>

Rumeurs de coup d'état

élu avec près de 54 % des voix en décembre 2005, le premier Président amérindien de Bolivie, Evo Morales, soutenu par son parti le MAS, (Mouvement vers le Socialisme) majoritaire au Parlement, a... >>

Une nouvelle étape

l'adoption de la nouvelle Constitution et la décision prise par le gouvernement d'Evo Morales d'appeler à un référendum ouvrent une nouvelle étape dans la situation politique que connaît la... >>

Une situation tendue

Le lundi 22 janvier 2006, il y a juste un an, Evo Morales accédait à la Présidence de la Bolivie avec 53,7 % des voix aux élections présidentielles. À l'occasion de cet anniversaire, il a fait... >>

Les plus mauvais jours

Evo Morales a gagné les élections présidentielles de décembre 2005 avec 54 % des voix. Avec ce score, il écrasait sans appel l'ensemble des partis des anciens Présidents, Sánchez de Losada et... >>
